

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPA : Catégorie 1



Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	13/03/2025	PGC du 13/03/2025	Kevin PANG FOU

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Phasage de l'opération

1.4.3. Horaire

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Lp. 4121-1 du Code du Travail

1.5.2. Lp. 4121-2 du Code du Travail

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. GAM de FAA'A - Site militaire

2.1.1. Contrainte du site

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Réseaux enterrés

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

2.4.2. Plomb

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité et télé

3.3.4. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

3.4.4. Identification du personnel

3.4.5. Panneau de chantier

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.8. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.9. Base vie - Définition des installations

3.4.10. Base vie - Installations complémentaires

3.4.11. Base vie - Entretien des installations

3.4.12. Sécurité incendie des installations

3.4.13. Installations de distribution électrique

3.4.14. Installations d'éclairage

3.4.15. Vérification réglementaire des installations électriques

3.4.16. Entretien des installations électriques

3.4.17. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

3.5.3. Manutentions et levages

3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

3.5.6. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

3.6.3. Escalier provisoire accès pleine masse

3.6.4. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

3.6.5. Accès dans les bâtiments

3.6.6. Accès dans les étages

3.6.7. Accès en toiture

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages

3.7.2. Protection en rive des fouilles

3.7.3. Protection des rives de planchers

3.7.4. Protection des trémies et réservations

3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur

3.7.6. Protection des baies en façade

3.7.7. Protection en rives de toiture

3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

3.7.9. Pose des gardes corps de balcons et coursives

3.7.10. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

3.7.11. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.8.1. Servitude d'échafaudage

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

3.9.2. Bennes à gravais et déchets

3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes

3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets

3.9.5. Goulottes à gravais

3.9.6. Evacuation des matières dangereuses

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.10.1. Moyen d'alerte des secours

3.10.2. Consignes de sécurité

3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail

3.10.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Plomb

4.1.4. Travaux de VRD

4.1.5. Travaux de fondations

4.1.6. Travaux de gros-œuvre

4.1.7. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

4.1.9. Montage et assemblage de la charpente

4.1.10. Travaux de couverture industrielle

4.1.11. Travaux d'étanchéité - Bacs acier

4.1.12. Echafaudages

4.1.13. Travaux de menuiseries extérieures

4.1.14. Travaux en façade

4.1.15. Travaux de plâtrerie

- 4.1.16. Travaux des lots techniques
- 4.1.17. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.18. Travaux en hauteur
- 4.1.19. Travaux d'ascenseurs et monte-charges
- 4.1.20. Prévention du risque incendie
- 4.1.21. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Définition des personnes autorisées

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	DID PAPEETE	CASERNE BROCHE 98 716 PIRAE CMP
Maître d'oeuvre	ISLAND STUDIO ARCHITECTURE	Commune de Papeete - Centre Vaima 4ème étage local 109 98 713 Papeete
Maître d'oeuvre	ISLAND STUDIO ARCHITECTURE	Commune de Papeete - Centre Vaima 4ème étage local 109 98 713 Papeete
Maître d'oeuvre réalisation	ISLAND STUDIO ARCHITECTURE	Commune de Papeete - Centre Vaima 4ème étage local 109 98 713 Papeete
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	25 Avenue Pierre Loti, Immeuble Vehiarii BP 1704 - Tel 40.50.68.68 N° TAHITI 071787 RC 1384B 98713 PAPEETE
Organisme de prévention	CPS	11 Avenue du commandant CHESSE BP 1 98713 PAPEETE
Inspection du travail	CONTROLE GENERAL DES ARMEES	60, rue du général Martial VALIN CS 21 623 75009 PARIS CEDEX 15

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1a - Travaux préparatoires, Dévoisement des réseaux existants			
1b - Voirie, Réseaux et divers			
2a - Gros Oeuvre			
2b - Charpente et couverture			
2c - Etanchéité			
2d - Façades			
3a - Electricité courant forts			
3b - Electricité courant faibles			
3c - Climatisation, Ventilation, Désenfumage			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
3d - Plomberie			
4a - Menuiserie intérieur			
4b - Cloisons, Doublages, Faux plafonds			
4c - Revêtement de sols / muraux			
4d - Peinture intérieur et extérieure			
5a - Menuiseries extérieurs et fermetures			
5b - Serrurerie			
1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS			
2 - STRUCTURE			
3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES			
4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES			
5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE			
6 - DESAMIANTAGE, DEPLOMBAGE			
7 - DEMOLITION			
8 - PHOTOVOLTAIQUE			
9 - ASCENSEUR			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

Réalisation des infrastructures nécessaires à l'accueil des FALCON 2000LXS "ALBATROS" du programme AVSIMAR comprenant :

- La construction de deux alvéoles de maintenance et une de mise en œuvre,
- La construction de bâtiments à usage de bureaux et de magasins,
- L'aménagement d'un bâtiment à usage de magasins et d'ateliers,
- Les travaux connexes (voiries/clôtures/accès).

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Construction des infrastructures nécessaires à l'accueil des Falcon 2000 LXS du programme AVSIMAR sise à Faa'a, Polynésie Française.

- La construction de deux alvéoles de maintenance et une de mise en œuvre,
- La construction de bâtiments à usage de bureaux et de magasins,
- L'aménagement d'un bâtiment à usage de magasins et d'ateliers,
- Les travaux connexes (voiries/clôtures/accès).

Réalisation des infrastructures nécessaires à l'accueil des FALCON 2000LXS "ALBATROS" du programme AVSIMAR comprenant :

- La construction de deux alvéoles de maintenance et une de mise en œuvre,
- La construction de bâtiments à usage de bureaux et de magasins,
- L'aménagement d'un bâtiment à usage de magasins et d'ateliers,
- Les travaux connexes (voiries/clôtures/accès).

1.4.2. Phasage de l'opération

TRANCHE 1, ferme (en trois étapes)

ETAPE A :

- Dévoisement des réseaux (AEP, électricité courants faibles/ forts, EU/EV) - Lot 1 ;
- Dépollution (désamiantage et déplombage) des bâtiments ZAP 11, ZAP 14 - Lot 6 ;
- Déplacement de la structure métallique du bâtiment ZAP 16 - Lot 2
- Déconstruction des bâtiments ZAP 11 (hors local technique) et ZAP 14 - Lot 7 ;
- Dépose soignée du ZAP 25 pour réutilisation ultérieure - Lot 7 ;
- Mise hors d'eau du local technique du ZAP11 à conserver - Lot 7

Pendant cette étape le ZAP 16 et 17 conservent leur activité et restent en exploitation.

ETAPE B :

- Construction du bâtiment de bureau, des locaux techniques et de l'alvéole A - Lot 2, 3, 4, 5, 8 et 9 ;
- Construction du bâtiment Atelier - Lot 2, 3, 4 et 5 ;
- Réalisation du VRD de la zone - Lot 1.

Pendant cette étape le ZAP 16 et 17 conservent leur activité et restent en exploitation.

ETAPE C :

- Opération de réception et livraison ;
- Installation de l'exploitant et mise en service

Pendant cette étape le ZAP 16 et 17 réalisent le transfert de leur activité dans les nouveaux bâtiments.

TRANCHE 2, optionnelle (en deux étapes)

ETAPE A :

- Dépollution (désamiantage et déplombage) des bâtiments ZAP 16, ZAP 17 - Lot 6 ;
- Déconstruction des bâtiments ZAP 16 et 17 - Lot 7

ETAPE B :

- Construction du bâtiment des alvéoles B et C ainsi que des bureaux de la 34F - Lot 2, 3, 4, 5, 8 et 9 ;
- Réalisation du VRD de la zone - Lot 1 ;
- Repose du ZAP 25 sur le parking du GAM Faa'a à l'arrière du bâtiment Atelier ;
- Opération de réception et livraison ;
- Installation de l'exploitant et mise en service

Pendant cette étape, la tranche 1 de l'opération est en exploitation jusqu'à la livraison du bâtiment.

1.4.3. Horaire

Horaires de chantier :

- Du Lundi au samedi : De 6H à 19H00

1.5. Contexte réglementaire.

1.5.1. Lp. 4121-1 du Code du Travail

« L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

1. Des actions de prévention des risques professionnels,
2. Des actions d'information et de formation,
3. la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

1.5.2. Lp. 4121-2 du Code du Travail

« L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article Lp. 4121-1 du code du travail sur le fondement des Principes Généraux de Prévention suivants :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles Lp. 1141-1 et Lp. 1141-5,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs. »

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. GAM de FAA'A - Site militaire

2.1.1. Contrainte du site

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès au chantier est tributaire des dispositions de contrôles et d'accès réglementés sur terrain militaire. A ce titre, avant le démarrage des travaux, chaque personnel des entreprises en charge des travaux devra faire l'objet d'un contrôle élémentaire préalable. Tout personnel ayant eu un avis avec objection sera interdit d'accès au site.	Tous Corps d'état
Les travaux sur le site du GAM Faa'a sont soumis à l'approbation du chargé de prévention pour les installations de chantier et la sécurité générale sur site.	Tous Corps d'état
En cas d'incendie important ou pas, les entreprises alerteront les pompiers du GAM Faa'a / Aéroport de Tahiti / Commune de Faa'a. La procédure sera inscrite dans le plan de prévention et dans chaque PPSPS. La procédure sera affichée dans le bureau de chantier ainsi que dans la zone vie des ouvriers.	Tous Corps d'état

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	Entreprises concernées
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	Entreprises concernées

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par plusieurs bâtiments. Ces bâtiments seront démolis dans le cadre de l'opération selon le phasage.	Tous Corps d'état

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société SOCOTEC. Rapports N°: JT200/21/2782 en date du 29/10/2021, JT200/21/3112 en date du 15/09/2021, JT200/21/2808 en date du 03/11/2021, JT200/21/3114 en date du 15/10/2021. Ce rapport est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant de l'amiante.	Maître d'œuvre
Retrait et/ou encapsulage d'amiante: Conformément aux dispositions légales, les entreprises procédant au retrait/encapsulage de matériaux amiantés devront au préalable établir un plan de retrait. Le plan de retrait sera adressé, trente jours avant leur intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (CPS – Inspection du travail – MEDECINE DU TRAVAIL). Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE
Les travaux de retrait d'amiante seront réalisés avant le démarrage des travaux de démolition.	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE

2.4.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche du plomb avant travaux par la société SOCOTEC. Rapport N°: JT200/21/2801 en date du 03/11/2021, JT200/21/3116 en date du 15/09/2021, JT200/21/2809 en date du 03/11/2021. Ce diagnostic est joint au dossier de la consultation des entreprises. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant du plomb.	Maître d'œuvre
En présence de matériaux contenant du plomb: En concertation avec les différents acteurs et les entreprises : Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE
Les éléments contenant du plomb seront matérialisés sur le chantier.	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés). 	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les délimitations de l'opération, * Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé. * L'emplacement des zones de stockage envisagées, * L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier. * L'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement, * L'emplacement envisagé des grues, * L'emplacement de la zone réservée à la livraison, au déchargement et au chargement des véhicules du chantier, * Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés, * L'emplacement des zones de tri des déchets, 	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	2 - STRUCTURE

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Le raccordement du réseau provisoire (sous-compteur + réseau vers points d'eau) d'eau sera à la charge de l'entrepreneur lot 2 : Structure. Cet entrepreneur réalise et entretient les réseaux de distribution.	2 - STRUCTURE

3.3.3. Branchement en électricité et télé

Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement provisoire électrique de chantier comprenant : La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution conforme à la réglementation. Raccordement à l'emplacement désigné par les concessionnaires ou le chef d'établissement.	2 - STRUCTURE
Armoires de chantier Les armoires de chantier à l'intérieur du bâtiment seront fournies, mises en place et raccordées par le lot 2 : Structure. Ces armoires seront implantées de sorte que, en règle générale, on puisse trouver un point de raccordement dans un rayon de 25 mètres de tous les lieux de travail. Les déplacements des armoires sont à la charge du lot 2 : Structure.	2 - STRUCTURE
Les "prolongateurs" ou enrouleurs nécessaires seront fournis par les entreprises utilisatrices de l'énergie.	Tous Corps d'état
L'installation d'un réseau internet / téléphonie devra être réalisé à la charge du lot 2 : Structure. Les frais d'abonnement seront répercutés sur le compte inter-entreprises.	2 - STRUCTURE
Aucun réseau téléphonique pour le chantier n'est à mettre en place cependant, la totalité des entreprises devront à leur charge permettre à leur chef de chantier la réception et la lecture de documents numériques sur le site du chantier (réception mails, lecture de fichier/plan sur dispositif portable).	Tous Corps d'état

3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement : Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier. L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux.	2 - STRUCTURE

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier**3.4.1. Plan d'installation de chantier**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets. 	2 - STRUCTURE
Il précisera l'implantation de la ou des grue(s) de chantier,	2 - STRUCTURE

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le chantier doit être clos.</p> <p>Pendant la totalité de la Tranche 01 et 02, le lot 2 : Structure (responsable des installations de chantier) a à sa charge la mise en place de la clôture autour de l'emprise chantier.</p> <p>Pendant la Tranche 1, Etape A des travaux, les lot 6 - Désamiantage, déplombage, lot 7 - Démolition et lot 1- VRD sont chacun individuellement responsable de la clôture autour de leur zone de travaux.</p> <p>Le maître d'œuvre donne le principe des zonings de chantier selon les tranches et étapes du projet. L'entrepreneur du lot 2 : Structure réadapte ce dernier selon ses besoins et ceux des autres entreprises qu'il récoltera au cours de la période de préparation sur la base du modèle proposé par la maîtrise d'œuvre</p>	<p>1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS</p> <p>2 - STRUCTURE</p> <p>6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE</p> <p>7 - DEMOLITION</p>
<p>Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>L'entrepreneur du lot 2 : Structure réalisera une clôture de chantier. Celle-ci sera composée de tôles prélaquées en bon état, d'une hauteur de 2,00 m et fixées sur poteaux métalliques consolidés à l'aide de gros béton et de jambe de force.</p> <p>La tôle devra être résistante à des vents de 80 km, note de calcul justificative. En cas d'alerte cyclonique, l'entreprise devra toutes les mesures de mise en sécurité de l'installation, y compris déposer la clôture si nécessaire.</p>	2 - STRUCTURE
L'entretien et les déplacements et agrandissements éventuels de cette clôture seront à la charge lot 2 : Structure, les déplacements pourront demandés par les entreprises selon les besoins du chantier ou par la maîtrise d'œuvre.	2 - STRUCTURE
Le lot 2 : Structure doit également réaliser en Tranche 1 étape A, la mise en place du portail provisoire d'accès au bâtiment ZAP16 et ZAP17 qui resteront en exploitation tout le long de la tranche 1. Il devra la jonction avec la clôture existante conservée afin de reconstituer la protection de la zone sécurisée avec un accès par portail manuel. Le portail existant pourra être récupéré (au choix de l'entreprise) et réadapté (passage de coulissant à battant double) au moment de sa dépose par le lot 1 - Voirie, réseaux et divers.	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
L'entrepreneur du lot 2 : Structure doit prendre toute disposition concernant l'ouverture et la fermeture des accès au chantier selon les horaires de chantier. Dès que cette entreprise aura terminé ses travaux, la gestion de la fermeture de chantier sera réattribuée au lot 3 – Corps d'état technique jusqu'à la fin de l'ensemble des travaux.	2 - STRUCTURE

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de stockage des déchets amiantés sera clôturée afin d'en interdire l'accès aux seules personnes habilitées. Une signalisation interdisant l'accès à la zone sera installée en périphérie de la clôture. Une signalisation spécifique Risque Amiante sera positionnée sur la clôture.	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE

3.4.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.4.5. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Dès l'ouverture du chantier, à un endroit désigné par l'Architecte, il sera fourni et installé par l'entrepreneur du lot 2 : Structure à ses frais un panneau d'affichage réglementaire du chantier, suivant le dessin qui lui sera fourni par l'Architecte. Le panneau devra faire à minima 2,44m x 2,44m. Les dépenses d'installation de ce panneau et de maintien sur la durée totale du chantier seront à la charge du lot 2 : Structure.	2 - STRUCTURE
Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier, ainsi que les panneaux de signalisation de circulation sur le chantier (« chantier interdit au public » « VAHI RAVE RAA OHIPA OPANI HIA » et « port du casque obligatoire » et autres nécessaires) et dans les bâtiments sont confectionnés et mis en place par le lot 2 : Structure, qui veille à leur bonne conservation pendant toute l'exécution des travaux.	2 - STRUCTURE

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase retrait de l'amiante: Mise en place, aux entrées des zones en cours de décontamination, dès l'installation des clôtures.	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - STRUCTURE
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - STRUCTURE

3.4.7. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - STRUCTURE

3.4.8. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires - Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires : Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
Sanitaires - Vestiaires - Réfectoires : La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise titulaire du lot 2 : Structure devra la mise en place en nombre suffisant de toutes les installations sanitaires de chantier, conformes à la réglementation en vigueur. La prestation comprend leur raccordement au niveau d'assainissement ou la mise en place d'un système d'assainissement temporaire et sera exécutée avec l'accord préalable des services publics ou privés du site. L'entretien des installations de chantier est à la charge du lot 2 : Structure. En cas de défaillance sur le niveau d'hygiène, le MOE mettra en demeure le titulaire de réaliser un nettoyage conforme jusqu'à obtenir des conditions satisfaisantes.	2 - STRUCTURE
Le titulaire du lot 2 : Structure assure au titre de son offre la mise à disposition et l'adaptation selon les effectifs de : - Un bureau de chantier y compris l'équipement (tables, chaises, armoire, punaise de fixation pour plans sur murs, , prises électriques et accès internet) clos, climatisé pour recevoir à minima 20 personnes, - Un bureau de chantier pour la maîtrise d'œuvre / OPC (capacité 2 personnes avec tables, chaises, armoire, punaise de fixation pour plans sur murs, prises électriques et accès internet) clos, climatisé - un réfectoire couvert pour l'ensemble des effectifs du chantier. Il assure l'entretien au titre de son marché. Les cantonnements devront être superposé afin de permettre une économie de place dans la base vie du chantier (dimension restreinte de la zone). Les niveaux seront desservis entre eux par des escaliers et passerelles sécurisés. Le nivellement pour l'emplacement des bureaux et cantonnement des bureaux sera réalisé par l'entreprise lot 2 : Structure à ses frais. Dans le bureau de chantier, le lot 2 : Structure fournira et mettra à disposition de l'ensemble des entreprises et de la maîtrise d'œuvre, tout au long du chantier, un photocopieur A4 et A3. Les dépenses en fournitures (papiers, encres ...) seront imputées au compte pro rata.	2 - STRUCTURE
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir : Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	2 - STRUCTURE
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	2 - STRUCTURE

3.4.9. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : dédiés, éclairés naturellement et artificiellement et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	2 - STRUCTURE
Sanitaires hommes de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage naturel et artificiel. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche pour 8 personnes et d'un point d'eau pour 10 personnes.	2 - STRUCTURE
Sanitaires femmes de la Base de vie : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage. Le local sera, équipé a minima, d'un WC pour 10 personnes, d'une douche pour 8 personnes et d'un point d'eau pour 10 personnes.	2 - STRUCTURE
Réfectoires : Aménagement d'un local, comprenant la réalisation des cloisonnements, la mise en place d'éclairage. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau.	2 - STRUCTURE
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et climatisé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	2 - STRUCTURE

3.4.10. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

3.4.11. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	2 - STRUCTURE
L'entretien des installations de chantier est à la charge du lot 2 : Structure. En cas de défaillance sur le niveau d'hygiène, le MOE mettra en demeure le titulaire de réaliser un nettoyage conforme jusqu'à obtenir des conditions satisfaisantes.	2 - STRUCTURE

3.4.12. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Il est strictement interdit d'allumer des feux tant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur.</p> <p>Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.</p> <p>Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance.</p> <p>Les bouches d'incendie ou réservoirs d'eau qui peuvent être installés doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.</p> <p>Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.</p>	Tous Corps d'état

3.4.13. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	2 - STRUCTURE
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque bâtiment. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point.	2 - STRUCTURE
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer l'alimentation intérieure des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque cage d'escalier, un coffret par étage et par cage d'escalier, implantés dans les communs. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point.	2 - STRUCTURE
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer la distribution des toitures terrasse de chaque bâtiment. Il sera prévu: un coffret par toiture-terrasse. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point.	2 - STRUCTURE

3.4.14. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'éclairage provisoire des espaces principaux (halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes) sera réalisé au moyen de hublots étanches ou tubes étanches.</p> <p>Ces dispositions garantiront un niveau d'éclairage général moyen d'environ quinze lux, facilitant la circulation et permettant la reconnaissance des obstacles.</p> <p>L'éclairage intérieur provisoire est à la charge de l'entrepreneur du lot 2 : Structure.</p> <p>Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments.</p>	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'éclairage provisoire des espaces de travail (locaux divers une fois cloisonnement mis en œuvre) est à la charge de chaque entreprise travaillant dans la concernée. Ils seront de type libre (ex : projecteur sur trépied).</p> <p>Ces appareils complémentaires seront raccordés aux armoires de chantier avec des "prolongateurs" fournis par l'entreprise concernée.</p>	Tous Corps d'état
<p>Les installations d'éclairage provisoires seront complétées d'un balisage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers, les halls d'entrées et des circulations communes.</p>	2 - STRUCTURE

3.4.15. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.</p>	2 - STRUCTURE
<p>Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.</p>	2 - STRUCTURE

3.4.16. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.</p>	2 - STRUCTURE

3.4.17. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Points provisoires d'alimentation en eau</p> <p>A l'extérieur à plusieurs points d'eau à usage du chantier seront réalisés (points d'eau en évier sur pied et points d'eau de type robinet de puisage avec tuyau). Le raccordement du réseau provisoire extérieur et/ou intérieur, est à la charge du lot 2 : Structure. Le réseau provisoire d'eau, ainsi que son entretien, incombent à cet entrepreneur.</p>	2 - STRUCTURE
<p>Évacuation provisoire des EU de chantier</p> <p>Les points d'eaux créés devront obligatoirement être raccordés au réseau d'eaux usées existant. L'évacuation provisoire est à assurer et à la charge du lot 2 : Structure.</p>	2 - STRUCTURE
<p>Evacuation provisoire des EP reçues par les bâtiments.</p> <p>A l'extérieur en pied des bâtiments, l'évacuation provisoire est à assurer et à la charge du lot 2 : Structure.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments, l'évacuation provisoire est à assurer et à la charge du lot 2 : Structure.</p>	2 - STRUCTURE

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise devra assurer sa propre logistique et sa propre organisation pour l'approvisionnement du chantier.	Tous Corps d'état
Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées. Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'œuvre préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution des travaux.	Tous Corps d'état
L'entrepreneur met ses grues et autres moyens de levage et de manutention à la disposition des autres entreprises, en dehors de ses heures de travail et selon un tarif horaire défini par les entreprises concernées.	2 - STRUCTURE
Chaque entrepreneur fournit à l'entreprise en charge du plan d'organisation et d'implantation du chantier, soit l'entreprise du, le tracé de l'emplacement de ses matériels et indique les éventuelles réservations nécessaires au passage de ceux-ci, ainsi que les surcharges qu'auront à supporter les planchers.	Tous Corps d'état

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	2 - STRUCTURE
Pendant la phase de construction tous corps d'état, l'entreprise aura en charge la maintenance des zones de stockage.	2 - STRUCTURE
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	Tous Corps d'état

3.5.3. Manutentions et levages

Le projet se trouvant à proximité de l'aéroport, ce dernier se trouver grévé de diverses servitudes (aéronautique et radioélectrique), ces servitudes sont appliquées sur les éléments fixes tels que les bâtiments mais également sur les éléments de chantier.

Les grues de chantiers et tout autres éléments de levage devront être installées à une hauteur respectant la servitude aéronautique et devront être balisées.

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état

3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour

Le projet se trouvant à proximité de l'aéroport, ce dernier se trouver grévé de diverses servitudes (aéronautique et radioélectrique), ces servitudes sont appliquées sur les éléments fixes tels que les bâtiments mais également sur les éléments de chantier.

Les grues de chantiers et tout autres éléments de levage devront être installées à une hauteur respectant la servitude aéronautique et devront être balisées.

Dispositions prévues	A la charge de
L'annexe 03 – Plan d'installation de chantier du CCC, présente : - Une réalisation de la tranche 1 avec deux grues de 45m de flèches et avec une hauteur sous crochet de 18m qui passent sous la servitude (à vérifier par l'entreprise au moment de l'appel d'offre). - Une réalisation de la tranche 2 uniquement à la PPM. L'entreprise pourra adapter ses moyens de levages et étudier la mise en place d'une grue sur la phase deux en prenant en compte la servitude aéronautique.	2 - STRUCTURE
L'entreprise devra s'assurer que les fondations de grue soient réalisées en tenant compte de la nature du sol et des recommandations du rapport d'étude géotechnique.	2 - STRUCTURE
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un avis de stabilité et inspection des ouvrages des assises par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur.	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
L'installation et le démontage de la grue feront l'objet d'une réunion de concertation avec les différents intervenants liés à ces opérations, l'entreprise donneuse d'ordre doit informer le coordonnateur SPS de ces opérations.	2 - STRUCTURE
Des mesures spécifiques devront être mises en place pour le montage et démontage de la grue comme le balisage de la zone concernée et l'affectation d'une personne au sol pour interdire le passage des autres intervenants dans l'aire de manœuvre.	2 - STRUCTURE
Préalablement à la mise en service d'une grue, l'entreprise fera réaliser une vérification de mise ou remise en service par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur.	2 - STRUCTURE
En cas d'installation de plusieurs grues à tour interférentes, mise en place de dispositifs auxiliaires de sécurité adaptés aux types de fonctionnement des grues. Avant toute mise en service ces dispositifs feront l'objet d'une vérification de bon fonctionnement par un technicien dûment qualifié et spécialisé. Une copie de l'attestation de bon fonctionnement, sera adressée au coordonnateur SPS. Les dispositifs auxiliaires de sécurité devront faire l'objet d'une maintenance régulière.	2 - STRUCTURE
Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levage en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.	Tous Corps d'état
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues ; fixes ou automotrices, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers seront équipés de talkie-walkie le cas échéant. Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées.	2 - STRUCTURE

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Dispositions prévues	A la charge de
L'entrepreneur met ses grues et autres moyens de levage et de manutention à la disposition des autres entreprises, en dehors de ses heures de travail et selon un tarif horaire défini par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état
Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées. Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'œuvre préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution des travaux.	Tous Corps d'état
Les manutentions et approvisionnements avec la grue du chantier ne pourront commencer qu'après l'établissement d'une convention de prêt qui déterminera les responsabilités des intervenants.	Tous Corps d'état
Une convention spécifique devra être signée avant toute opération de manutention, entre l'entreprise assurant la gestion de la grue et l'entreprise concernée.	Tous Corps d'état

3.5.6. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Chaque entreprise devra assurer sa propre logistique et sa propre organisation pour l'approvisionnement du chantier.</p> <p>Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées.</p> <p>Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'œuvre préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution des travaux.</p>	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	2 - STRUCTURE
Les entrées des bâtiments devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'embranchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	2 - STRUCTURE
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	2 - STRUCTURE
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	2 - STRUCTURE

3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Le Maître d'Ouvrage indiquera en temps voulu les emplacements autorisés pour tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel.	Tous Corps d'état

3.6.3. Escalier provisoire accès pleine masse

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le lot 2 – Structure devra la mise en place de deux escaliers, conformes code du travail, qui serviront d'évacuation temporaire pour les utilisateurs du bâtiment terminé en tranche 1 pendant les travaux de la tranche 2. En effet, la localisation des escaliers de secours du projet est à l'arrière de l'alvéole B qui sera construite uniquement en tranche 2. Jusqu'à réalisation de cet escalier, une évacuation provisoire devra être mise en place pour assurer la sécurité et l'évacuation en cas d'incendie des utilisateurs et cela en dehors de l'emprise du chantier.</p> <p>Le premier escalier devra permettre l'évacuation depuis le plancher bureaux du rez-de-chaussée (soit +1,12m environ) par rapport à la voirie et le second escalier devra permettre l'évacuation depuis le plancher du R+1 (soit 4,28m environ). Ces escaliers correspondent aux escaliers J et K.</p> <p>Les escaliers pourront être en aluminium ou métal, de type droit ou hélicoïdaux tant qu'ils respectent le code du travail.</p>	2 - STRUCTURE

3.6.4. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise du lot 2 - Structure devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier.</p> <p>L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire.</p>	2 - STRUCTURE

3.6.5. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades.</p> <p>L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.</p>	2 - STRUCTURE
<p>Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes situées sur les façades.</p> <p>L'entreprise devra la réalisation et la maintenance d'emmarchements provisoires, suivant besoins.</p>	2 - STRUCTURE
<p>En cas d'impossibilité de remblayer en périphérie des constructions, mettre en place des passerelles équipées de garde-corps qui seront maintenues jusqu'au remblaiement définitif.</p>	2 - STRUCTURE
<p>L'accès pour les engins motorisés se fera par la réalisation d'une rampe provisoire d'accès. Cette rampe sera stabilisée et entretenue de façon régulière.</p>	2 - STRUCTURE

3.6.6. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation des planchers.</p>	2 - STRUCTURE
<p>En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement des élévations, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.</p>	2 - STRUCTURE
<p>Pour les accès aux étages courants sur 1 niveau, les accès se feront à partir d'un moyen provisoire, adapté et sécurisé par main courante. Pas plus d'un étage sera accessible par ce type d'accès.</p>	2 - STRUCTURE

3.6.7. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre. L'entreprise devra l'entretien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux. L'équipement sera maintenu en place pendant toute la durée des interventions en toiture y compris celle des autres corps d'états et fera l'objet d'un PV de réception qui sera affiché en pied de l'équipement.	2 - STRUCTURE
Les accès aux toitures terrasses se feront depuis les lanterneaux d'accès des derniers niveaux. L'entreprise installera un dispositif d'accès sécurisé utilisable par l'ensemble des intervenants pour toute la durée des interventions en toiture.	2 - STRUCTURE

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps d'allèges, de trémies, de réservations ou de cage d'escalier sont réalisés par l'entrepreneur du lot 2 : Structure au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Tous les états, planchers ou matériels, qui sont mis en place au titre de la sécurité, reçoivent une peinture rouge permettant de les repérer s'ils venaient à être détournés de leur affectation première. Un treillis soudé doit être laissé dans chaque trémie pour constituer une protection contre les chutes du personnel. Les lots utilisateurs de ces trémies découpent le treillis en fonction des besoins. Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections communes de sécurité et de protection des ouvrages sont à la charge du compte inter-entreprises.	2 - STRUCTURE
Le maintien et la bonne conservation des protections communes de sécurité et de protection des ouvrages est assuré par et sous la responsabilité de l'entreprise du lot 2 : Structure. Les dépenses de maintien et de bonne conservation des protections communes de sécurité et de protection des ouvrages sont à la charge du compte inter-entreprises.	2 - STRUCTURE
Chaque entreprise est responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir. Chaque corps d'état doit, en conséquence, trouver, lors de son intervention, des garde-corps en place et, éventuellement, remis en état par le corps d'état qui précède ; si tel n'est pas le cas, les travaux nécessaires sont exécutés et facturés à l'entreprise défaillante.	Tous Corps d'état

3.7.2. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS 2 - STRUCTURE

3.7.3. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives.	2 - STRUCTURE
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.	2 - STRUCTURE
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	2 - STRUCTURE
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	2 - STRUCTURE

3.7.4. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	2 - STRUCTURE
La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.	2 - STRUCTURE
Les réservations d'une dimension inférieure à 0,80 cm, seront protégées par la mise en place d'un treillis filant et/ou par dispositif d'obturation arasant le plancher ou dallage (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).	2 - STRUCTURE

3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur

Dispositions prévues	A la charge de
Une protection toute hauteur de type grille sera installée. Cette protection doit permettre, en cas de besoin l'évacuation de la gaine à chaque palier par les ascensoristes.	2 - STRUCTURE
Les platelages mis en protection horizontale de chaque niveau à l'intérieur de la gaine d'ascenseur ne seront déposés que pour être relayés par les protections collectives sur baies d'ascenseurs mises en place avant l'intervention de l'ascensoriste.	2 - STRUCTURE

3.7.6. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	2 - STRUCTURE

3.7.7. Protection en rives de toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	2 - STRUCTURE
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques, installés sur les acrotères. L'implantation des garde-corps devra être étudiée afin de pouvoir les maintenir en place pour la réalisation des travaux d'étanchéité.	2 - STRUCTURE

3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	Tous Corps d'état
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

3.7.9. Pose des gardes corps de balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
Le positionnement des garde-corps provisoires, se fera en concertation avec le lot serrurerie, afin que la pose des garde-corps définitifs, puisse se faire en présence des provisoires.	2 - STRUCTURE
Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risques de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	2 - STRUCTURE 5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue sur les à risque de chute de hauteur. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	2 - STRUCTURE 5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE

3.7.10. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps provisoires des trémies et des volées d'escaliers, seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention. Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE

3.7.11. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par la pose des garde-corps définitifs en rive des ouvrages au fur et à mesure du montage des équipements et planchers métalliques. Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.8.1. Servitude d'échafaudage

Dispositions prévues	A la charge de
Une utilisation commune des échafaudages est prévue pour les entreprises désignées, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	Tous Corps d'état
Echafaudages communs en façade: L'entreprise, devra la mise en place des échafaudages communs, permettant d'assurer la protection antichute pour la réalisation de la pose des menuiseries extérieures, de la pose des garde-corps extérieurs et des ravalements.	Entreprises concernées
Echafaudages communs en façade: L'entreprise, devra la mise en place des échafaudages communs, permettant d'assurer la protection antichute pour la réalisation de la pose des menuiseries extérieures, de pose des garde-corps extérieurs, et des ravalements. Le dispositif devra également permettre d'assurer la protection collective en bas de pente pour la réalisation des couvertures.	Entreprises concernées
Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.	Entreprises concernées

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise chargée des travaux de désamiantage sera responsable du stockage et de l'évacuation de ses déchets.</p> <p>Une zone de stockage spécifique aux déchets contenant de l'amiante sera aménagée dans l'enceinte du chantier.</p> <p>Les déchets générés par les travaux, ainsi que les équipements de protection individuelle utilisés seront stockés sur place avant leur évacuation. Ils seront conditionnés soit, en containers ou en sacs spécialement adaptés, soit palettisés et filmés. Quel que soit le type de conditionnement, Celui-ci sera étiqueté «danger amiante».</p>	6 - DESAMIANPAGE, DEPLOMBAGE

3.9.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	2 - STRUCTURE
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'œuvre

3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Maître d'œuvre
Un nettoyage global du chantier par l'ensemble des entreprises devra être réalisé à leur charge de façon hebdomadaire la veille de la réunion de chantier.	Tous Corps d'état
L'évacuation des déchets et leur traitement selon leur typologie sera géré par l'entreprise du lot 2 – structure et les dépenses seront imputées au compte inter-entreprises. Il appartiendra à l'entreprise du lot 2 – structure d'obtenir les autorisations adéquates et d'éliminer les déchets dans les sites appropriés selon leurs catégories. Une signalétique lisible sera également mise en place pour optimiser l'utilisation des bennes. Tout brûlage de déchets sur le chantier sera proscrit.	2 - STRUCTURE
Le stockage des déchets devra être équipé d'une bâche de protection permettant la couverture des déchets pour éviter tout envol. Le titulaire lot 2 - Structure devra appliquer à ses frais toute recommandation du maître d'ouvrage pour mettre en conformité l'installation avec la sécurité des espaces / locaux et des avoisinants.	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
Tout lavage de matériels et tout rejet d'eaux de lavage dans le réseau EP ou réseau d'assainissement sont interdits. Chargées en éléments potentiellement polluants, ces eaux de lavage devront être collectées dans des bacs spécifiques, traitées sur site ou par une entreprise spécialisée si elles sont évacuées. Des systèmes favorisant l'évaporation de ces eaux pourront à ce titre être développés.	Tous Corps d'état

3.9.5. Goulottes à gravois

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets seront évacués des étages par des goulottes à gravois, la zone en bas de goulotte devra être balisée. En cas de poussière il sera prévu des aménagements particuliers (bâchage, arrosage, etc.)	2 - STRUCTURE

3.9.6. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.10.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	2 - STRUCTURE
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.10.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident : - les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même le service prévention de la du GAM, l'Inspection du travail et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.10.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans la salle de réunion.	2 - STRUCTURE

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au démarrage des travaux de démolition, les entreprises titulaires des lots, électricité, plomberie, ventilation, climatisation, etc seront tenues de consigner les installations et équipements situés dans les zones de démolitions. Une procédure écrite de consignation sera établie pour chaque type de réseau et équipement. Cette procédure sera adressée à l'entreprise de démolition avant le démarrage des travaux. Une attention particulière sera apportée à la consignation des réseaux d'électricité, et de gaz.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; - de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute. 	7 - DEMOLITION
Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	7 - DEMOLITION
Afin de prévenir la chute fortuite de matériaux, des dispositifs de recueil empêchant la chute de salariés dans le vide doivent être installés. Si cette installation se révèle impossible, l'accès aux emplacements sur lesquels ces chutes peuvent se produire doit être interdit et cette interdiction matérialisée.	7 - DEMOLITION
Le programme et les modalités de démolition du bâtiment doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.	7 - DEMOLITION
Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. En particulier, les éléments de construction, en porte-à-faux dangereux, qui doivent être abattus ou réhabilités.	7 - DEMOLITION
<p>Toute entreprise effectuant des démolitions de reprises de structure, ou la dépose de réseaux et équipements situés en hauteur, est tenue de s'assurer de la bonne stabilité des ouvrages et de mettre en place les moyens d'étalement provisoire, nécessaires à la sécurisation de ces ouvrages. Il est recommandé de procéder à une campagne de sondages ponctuels pour identification des modes de structure des ouvrages à déposer. L'entreprise joindra à son PPSPS une note méthodologique faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès sous la zone de travail aux autres intervenants. * Les moyens mis en œuvre pour les accès en hauteur. * Les dispositifs provisoires de supportage des ouvrages. * Les dispositifs de protection collective installés sur les trémières, après la dépose des équipements. 	7 - DEMOLITION

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.	7 - DEMOLITION
En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.	7 - DEMOLITION

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Conformément aux dispositions légales, l'entreprise devra au préalable, établir un plan de retrait des éléments concernés et adresser, ce document un mois avant son intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (Service prévention de la CPS – MEDECINE DU TRAVAIL). Une copie du plan de retrait sera transmise au coordonnateur SPS.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Les PV de mesures libératoires doivent être transmis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Les zones en cours de décontamination seront isolées par l'installation de zones de confinement. Installation au démarrage des travaux sur zone. Maintenance pendant toute la durée des travaux de décontamination.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Phase désamiantage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE

4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Les zones en cours de décontamination seront isolées par l'installation de zones de confinement. Installation au démarrage des travaux sur zone. Maintenance pendant toute la durée des travaux de décontamination.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE
Phase déplombage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	6 - DESAMANTAGE, DEPLOMBAGE

4.1.4. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
L'entreprise devra choisir les modes opératoires qui limitent au maximum les traversées de personnel sur les voies circulées. Des consignes spécifiques devront être établies par l'entreprise. La traversée du personnel se fera par des passages piétons obligés et protégés. L'entreprise aura en charge l'installation et l'entretien des équipements.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - VOIRIE, RESEAUX ET DIVERS

4.1.5. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée au PPSPS de l'entreprise et sera validée par le bureau de contrôle. Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes: * Les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement. * Les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi. * Les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire. * Les dispositifs de renfort et d'étalement provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens (dispositif d'étréssillon des baies etc).	2 - STRUCTURE

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	2 - STRUCTURE
Toutes les fouilles de plus de 1,30m de profondeur seront blindées.	2 - STRUCTURE
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	2 - STRUCTURE
Les excavations, seront balisées en retrait par treillis en plastique d'une hauteur de 1,00m.	2 - STRUCTURE
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	2 - STRUCTURE

4.1.6. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	2 - STRUCTURE
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	2 - STRUCTURE
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	2 - STRUCTURE

4.1.7. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	2 - STRUCTURE
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	2 - STRUCTURE
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	2 - STRUCTURE
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront complétés par des garde-corps provisoires conçus pour assurer une hauteur de protection supérieure à 1,00 mètre après pose des dalles sur plots.	2 - STRUCTURE

4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	2 - STRUCTURE

4.1.9. Montage et assemblage de la charpente

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes les personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	2 - STRUCTURE
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol sur la zone d'intervention.	2 - STRUCTURE
Le montage de la structure secondaire des façades doit se faire en décalage avec la pose des longrines de soubassement pour éviter la superposition des postes de travail et les risques d'interférence.	2 - STRUCTURE

4.1.10. Travaux de couverture industrielle

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur en périphérie, sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses, fixés sur potelets métalliques. Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité sans dépose du système de protection. La mise en place des garde-corps se fera préalablement à la pose des bacs.	2 - STRUCTURE
Par temps de vent fort l'entreprise doit prévoir l'arrêt du travail et s'assurer du bon arrimage des pièces stockées et en cours de pose. Hors de sa présence sur le chantier, les bacs de toiture non posés doivent toujours être arrimés pour éviter le risque de leur envol à tout moment sur le site.	2 - STRUCTURE
Les chutes d'emballages et de matériaux de couverture seront descendues en sacs à l'avancement des travaux.	2 - STRUCTURE
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre.	2 - STRUCTURE

4.1.11. Travaux d'étanchéité - Bacs acier

Travaux d'étanchéité

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses, fixés sur potelets métalliques. Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité sans dépose du système de protection. La mise en place des garde-corps se fera préalablement à la pose des bacs.	2 - STRUCTURE

4.1.12. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	Tous Corps d'état
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	Tous Corps d'état
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Entreprises concernées

Dispositions prévues	A la charge de
Un auvent de protection contre les chutes d'objets sera installé au-droit de chaque entrée, des bâtiments, dès le démarrage des travaux en façade. L'entreprise devra le maintien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions en façade.	Entreprises concernées
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare-gravois.	Entreprises concernées
Les garde-corps provisoires des balcons seront laissés en place. En cas de dépose indispensable, les garde-corps seront reposés au démontage de l'échafaudage, la repose sera à faire constater par l'entreprise ayant réalisée la pose initiale.	Entreprises concernées
Les plateaux du premier niveau seront pleins, jointifs et fermés jusqu'à contre la façade, afin d'interdire la chute de matériaux ou gravats.	Entreprises concernées
Des pare-gravois jointifs en éventail, seront installés dans la hauteur du premier niveau d'échafaudage.	Entreprises concernées
Un filet de protection maille fine, sera installée sur l'extérieur de l'échafaudage sur toute la hauteur de celui-ci.	Entreprises concernées
Les garde-corps et les plateaux situés au niveau de l'égout de toit seront pleins et jointifs, les plateaux seront collés à la façade concernée.	Entreprises concernées

4.1.13. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé (échafaudage du façadier par exemple).	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE
Les portes-fenêtres donnant en façade sans balcon seront condamnées par des poignées à serrure ou des plaques pleines vissées avec des vis anti-vandalisme. Les poignées d'ouverture définitives ne seront posées qu'après la pose des protections collectives définitives en façade.	5 - MENUISERIES EXTERIEURS ET SERRURERIE

4.1.14. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
La zone de préparation (malaxeur et stockage matériaux) sera installée à l'écart des entrées des bâtiments et des circulations. La zone sera balisée. Les eaux de gâchage et de nettoyage du malaxeur seront canalisées ou récupérées pour éviter les salissures du chantier par l'entreprise.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES

4.1.15. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer, de la charge admissible des balcons, auprès de l'entreprise de gros œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire, via l'entreprise de gros œuvre.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES

Dispositions prévues	A la charge de
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES

4.1.16. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES 4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, la mise en place des protections collectives.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empiement en cas de chute de personne.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	3 - CORPS D'ETATS TECHNIQUES

4.1.17. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
Privilégier la mise en œuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	4 - CORPS D'ETAT SECONDAIRES

4.1.18. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Tous Corps d'état
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié.	Tous Corps d'état
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état

4.1.19. Travaux d'ascenseurs et monte-charges

Dispositions prévues	A la charge de
Avant intervention l'entreprise s'assurera de la protection de la gaine à tous les étages. L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation de l'appareil est sûre d'être faite.	9 - ASCENSEUR
La zone de montage sera balisée et le passage condamné dans les zones à risque.	9 - ASCENSEUR
L'entreprise doit consigner les portes pour en empêcher toute tentative de manœuvre si le montage définitif n'est pas achevé lorsqu'elle quitte le chantier.	9 - ASCENSEUR
La dépose des protections provisoires se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections provisoires de l'entreprise installatrice. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	9 - ASCENSEUR

4.1.20. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existants, doivent obligatoirement être signalés au chef d'établissement pour arrêter les mesures de prévention éventuelles.	Tous Corps d'état
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	Tous Corps d'état
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	Tous Corps d'état

4.1.21. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

Dispositions prévues	A la charge de
La protection antichute sera assurée par le dispositif de protection collective installée lors du coulage du plancher par le lot gros œuvre. A son arrivée sur site l'entreprise d'étanchéité prendra en charge la continuité et la maintenance du dispositif.	2 - STRUCTURE

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Maître d'œuvre

5.1.2. Désignation des entreprises

Dispositions prévues	A la charge de
Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dispositions prévues	A la charge de
Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.	Maître d'ouvrage
Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.	Tous Corps d'état

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Dispositions prévues	A la charge de
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'état
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Tous Corps d'état

5.1.5. Présence de personnel étranger

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.	Tous Corps d'état

5.1.6. Inspection Commune

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser	Tous Corps d'état
Chaque entreprise devra contacter le Coordonnateur sécurité à minima 15 jours avant démarrage des travaux.	Tous Corps d'état

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Dispositions prévues	A la charge de
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.	Tous Corps d'état

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Dispositions prévues	A la charge de
Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Tous Corps d'état

5.1.9. Registre journal

Dispositions prévues	A la charge de
Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).	Coordonnateur SPS
Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.	Coordonnateur SPS

5.1.10. Définition des personnes autorisées

Dispositions prévues	A la charge de
Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.	Tous Corps d'état
Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.	Tous Corps d'état

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Kevin PANG FOU	Tél : 87781670 Email : kevin.pang-fou@socotec.com
Etabli le : 13/03/2025	

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: GAM FAA'A 98715 Faa'a	
Contraintes horaires de livraisons : None	Horaires : None
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS) None	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u> None
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) : None	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)